

PASSATION DES MARCHÉS PUBLICS

Vers l'assouplissement des procédures

Les procédures de passation des marchés publics devraient être assouplies, notamment en faveur des entreprises du secteur public. Des mesures en ce sens ont été, selon le ministre des Travaux publics, Amar Ghoul, examinées, mardi dernier, en Conseil du gouvernement, et en attente de l'aval du Conseil des ministres.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Ces facilitations portent notamment sur le visa, l'élaboration des cahiers des charges pour les appels d'offres, l'intervention de la commission nationale des marchés publics et des trois commissions régionales, l'obligation pour les partenaires étrangers fournisseurs d'investir, ainsi que d'autres dispositions à l'étude au niveau du ministère des Finances.

Ces mesures visent à répondre aux préoccupations des entreprises nationales. Et notamment les bureaux d'études et laboratoires du secteur des travaux publics, tels le Laboratoire d'études maritimes (LEM), sis à Hydra, et le Laboratoire central des travaux publics (LCTP), implanté à Hussein-Dey, qui ont accueilli, hier, M. Ghoul, en visite d'inspection. Et d'autant que ces

établissements ont déjà bénéficié de mesures d'assainissement financier, appui à l'investissement pour le développement, la modernisation des équipements, ainsi que la mise à niveau et formation, rappelle le ministre des Travaux publics.

Cela même si certaines exigences bancaires (hypothèque obligatoire des biens) freinent l'avancement des dossiers d'assai-

nissement financier, malgré l'engagement commun des banques publiques et de la Société de gestion des participations du secteur la SGP Sintra.

Tout en appelant à «la célérité» dans le règlement de ces problèmes, Amar Ghoul a estimé, cependant, que les difficultés financières sont réglées et ne peuvent constituer des justificatifs de l'inaction.

Or, un plan de charges «ambitieux» et «extraordinaire» existe dans la plupart des secteurs infrastructurels, relève le ministre en 2011 et à l'horizon 2015.

Certes, une baisse d'activité a été enregistrée en 2010 dans le contexte de

transition d'un programme quinquennal à un autre et dans la mesure où nombre de grands projets sont déjà achevés. Néanmoins, et l'Etat est disposé, selon Amar Ghoul, à apporter son concours,

il s'agit pour ces laboratoires et bureaux d'études de revoir leurs ambitions financières et perspectives de développement à la hausse, à la mesure de l'engagement public.

Et Amar Ghoul d'inciter ces établissements, qui disposent d'atouts importants, à vocation économique, de revoir leur organisation managériale, de manière «souple, adaptée et dynamique», d'être «offensif», de définir leurs besoins,

savoir se hisser au niveau international. Mais aussi de mobiliser, de manière incitative, qualitative et optimisée, les compétences universitaires et un encadrement juvénile, assurer une

rémunération selon la productivité, et ce que permet la loi, recourir au partenariat «intelligent» et «utile», diversifier leurs champs d'activité...

C. B.

**EN PARTENARIAT
AVEC LE FRANÇAIS ACRI**

Le LEM exporte son expertise au Liban

Le Laboratoire d'études maritimes (LEM) exporte son expertise au Liban. En partenariat avec le cabinet français Acricri, le LEM participe aux études de réalisation d'un port de plaisance. Sous tutelle du ministère des Travaux publics qui lui a confié une douzaine d'études, le LEM s'intéresse également au marché de l'Afrique de l'Ouest.

C. B.

PREMIÈRE CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA SANTÉ

Cap sur une meilleure politique de santé publique

La première conférence nationale sur la santé se tiendra du 3 au 5 février prochain à Alger. Trois jours durant lesquels les acteurs de la santé se pencheront sur l'élaboration de l'avant-projet de loi sur la santé pour les vingt prochaines années.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le ministre de la Santé a décidé de «prendre soin» de la santé. Il estime que l'actuelle politique de la

santé du pays est dépassée. «Elle ne répond plus aux problèmes qui se posent actuellement au secteur», a-t-il noté. Il est même urgent, a insisté Ould-Abbès, de changer la loi en vigueur, datant de plus de 26 ans. C'est, donc, dans cette logique que son département a initié une conférence

nationale sur la santé. Cette manifestation qui se tiendra vers la fin de la semaine en cours, à Alger, sera l'occasion d'actualiser cette politique afin qu'elle «s'adapte au mieux aux mutations socio-économiques et culturelles que connaît la société algérienne et au développement scientifique».

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière a précisé que les services de son département ont mis sept mois à élaborer un avant-projet de loi portant sur la politique de santé et de réforme hospitalière. Un avant-projet qui, précise t-on, s'étalera sur 20 ans (2011-2030).

Près de 1 000 participants dont les représentants du corps médical et paramédical, des associations de malades, des syndicats, de l'industrie pharmaceutique et des cliniques privées prendront part à cette manifestation. L'on indique que cet avant-projet de loi, qui sera soumis au

débat sous forme d'ateliers, comprend 500 articles relatifs à la formation, l'industrie pharmaceutique, les statuts, la recherche scientifique, la gestion et l'organisation. Un atelier sera consacré aux différents plans nationaux de lutte contre les maladies chroniques, dont le plan national de lutte contre le cancer, les maladies cardiaques et les maladies infantiles, a souligné récemment le ministre de la Santé.

S. A.

RENOUVELLEMENT DU CONSEIL
DU BARREAU D'ALGER

Le fichier électoral
au centre des enjeux

Le bâtonnier national sera-t-il élu sans la participation des délégués de la capitale ? C'est la question que se pose dans les milieux des robes noires algéroises. En effet, seul le barreau d'Alger n'a pas encore élu son conseil de l'ordre, contrairement aux douze barreaux qui forment l'Union des barreaux d'Algérie. L'assemblée générale des avocats de la capitale, qui s'est tenue samedi dernier au campus universitaire de Bouzaréah, a connu hier une fin houleuse. L'adoption des deux rapports (morale et financier) présentés par le bâtonnier sortant n'est pas à même de refléter l'assurance affichée par Me Sellini, le bâtonnier sortant.

Ce dernier, qui compte se présenter pour la quatrième fois à sa propre succession, fait face à une rude concurrence. Ils seront une dizaine de potentiels candidats têtes de listes à postuler à la présidence du barreau d'Alger. Cependant, la principale question qui se pose au sein du microcosme judiciaire algérois est relative à la date de la tenue des élections.

Pour un grand nombre d'avocats rencontrés hier, le Conseil du barreau d'Alger sortant ne «jouit pas de la légitimité pour l'organisation des prochaines élections portant renouvellement des membres du Conseil du barreau».

L'argument avancé est que la composante sortante a vu son mandat expirer depuis au moins trois mois. On ajout que «la réglementation stipule que l'opération de renouvellement des barreaux doit s'effectuer juste après l'ouverture de l'année judiciaire». «Pour le cas du barreau d'Alger, il y a eu violation de la loi, d'où l'illégalité de l'assemblée générale tenue samedi dernier. Les douze barreaux ont, quant à eux, respecté la loi, en procédant au renouvellement de leurs composantes», explique-t-on. «Ne risque-t-on pas de voir le bâtonnier national élu sans la partie algéroise ?» s'interroge-t-on dans le milieu de la corporation des avocats

Sur un autre plan, les participants à l'assemblée générale de ce samedi ont réfuté l'idée selon laquelle «les nouveaux avocats, ceux qui avaient prêté serment en décembre dernier, feront partie du fichier électoral». Il est à noter que la question du fichier électoral a de tous temps constitué un enjeu important, lors des différentes opérations de renouvellement des membres du Conseil du barreau d'Alger.

Plusieurs avocats connus sur la place d'Alger postulent à la présidence du Conseil de l'ordre du barreau d'Alger. On peut citer, notamment, les avocats Sadek Chaïb, Ould Hocine Nora, Khaled Bourayou, Chaoui Abderrazak, Chérif Lekhlef, le bâtonnier sortant Abdelmadjid Sellini, Chorfi Chérif et Khaled Berguel.

Abder Bettache

LE SYNDICAT DES PROFESSEURS ET DOCENTS :
«Nous allons vers l'inconnu»

Le professeur Djidjli, président du Syndicat des professeurs et docents, a indiqué que «méthodologiquement, nous ne sommes pas satisfaits». Il a déclaré que la corporation qu'il représente ignore tout de cette conférence.

«Nous n'avons reçu aucune mouture du travail qui a été fait au niveau du ministère de la Santé. Nous ne savons pas de quoi il s'agit pour nous préparer correctement à l'avance. Nous aurions aimé avoir les textes de ce projet bien avant pour pouvoir y participer d'une manière efficace et être utile dans notre contribution», a déclaré le syndicaliste.

Le Professeur Djidjli se dit même gêner par cette situation qui les mène vers l'inconnu. Selon lui, le but de cette conférence n'est pas encore clair. «S'agit-il d'une réflexion ou d'une fin en soi ?», s'interroge le représentant des professeurs et docents.

Toutefois, il espère que cela «soit un travail de fond et plus constructif pour permettre aux intervenants du secteur d'avoir une base de travail d'ici 10 à 20 ans».

LE SYNDICAT DES PRATICIENS
DE LA SANTÉ PUBLIQUE (SNPSP) :
«Nous jugerons sur pièce»

Le docteur Merabet, représentant des praticiens de la santé publique, tout en soutenant que cette conférence a toujours été revendiquée par les praticiens afin de pouvoir aborder tous les problèmes de santé publique, a avoué ignorer les tenants et les aboutissants de cette rencontre.

Le représentant des généralistes a indiqué que tout ce qui a été filtré sur cette rencontre est qu'elle permettra l'installation de commissions de réflexion qui vont continuer et finaliser l'avant-projet de loi sur la santé avant de le soumettre à amendement : «Nous allons pouvoir juger le jour de l'ouverture de ces assises si l'on constate qu'il y a réellement une volonté d'arriver à quelque chose de concret, nous serons partie prenante mais si nous éprouvons que notre présence servira juste à valider un projet auquel nous n'avons pas été associé, nous allons réagir d'une manière adéquate», a déclaré le D^r Merabet.

Propos recueillis par Salima Akkouche

IL CONTRÔLERA DÉSORMAIS LES TRAVAUX À L'INTÉRIEUR DES BÂTIMENTS

Le CTC doté de plus de prérogatives

L'organisme national de Contrôle technique de la construction (CTC) élargira désormais son contrôle aux corps d'états secondaires (CES) et aux corps d'états techniques (CET). Le CTC aura la charge de vérifier les travaux réalisés à l'intérieur des bâtiments pour éviter les malfaçons qui, jusque-là, échappaient au contrôle.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Après quarante ans d'existence, le CTC opère sa mue. Il sera doté davantage de missions pour une «plus grande consolidation». Le ministre de l'Habitat annonçait hier la mise en place d'un observatoire au sein même du CTC qui servira de banque de données et la mise en place d'un label qualité pour les matériaux de construction.

Le CTC sera également appelé à faire de la formation et de la veille stratégique.

Pour Noureddine Moussa, le CTC sera appelé à jouer un grand rôle pour que l'acte de bâtir cesse d'engendrer des bâtisses sans âme. «Si la qualité a un prix, la non-qualité a un coût», a dit Moussa aux ingénieurs du CTC, réunis hier pour le regroupement national des agences.

Il a saisi l'occasion pour dire aux responsables des différentes agences qu'il était temps que les CTC cessent de se faire la concurrence. D'ailleurs, désormais

chaque centre sera appelé à intervenir sur un territoire géographiquement prédéfini. En organisant le regroupement des CTC, le groupe ambitionne de «renforcer l'approche managériale du métier de contrôle technique des constructions, l'harmonisation et l'optimisation des règles référentielles et les outils de contrôle technique, la vulgarisation des plans qualité aux intervenants dans le processus de construction».

N. I.

**NOUREDDINE MOUSSA AU SUJET
DES SQUATTEURS DE LOGEMENTS :**

«Cela ne fait pas partie de mes prérogatives»

Interrogé au sujet du dernier épisode de squat de logements à Tébessa, le ministre de l'Habitat a répondu que «les missions du ministère de l'Habitat se limitent à la construction et à l'accompagnement de l'acte de bâtir. Le reste, c'est le ministre de l'Intérieur qui s'en charge». Moussa s'exprimait en marge du regroupement du CTC.

N. I.